

Unité départementale des Vosges

Epinal, le 25/06/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées
Visite d'inspection du 07/02/2023

Contexte et constats

Publié sur 

PAPETERIES DES VOSGES

34 rue Maurice Mougeot
BP 26
88600 Laval-sur-Vologne

Références : S-23-713RP
Code AIOT : 0006206235

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/02/2023 dans l'établissement PAPETERIES DES VOSGES implanté 34 rue Maurice Mougeot BP 26 88600 Laval-sur-Vologne. L'inspection a été annoncée le 30/01/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre d'une démarche de vérification de la compatibilité des activités du site industriel (3 exploitants présents) avec le maintien d'un débit minimal nécessaire à la préservation de la vie dans la Vologne. En effet, les papetiers du site cherchent à sécuriser leur alimentation en eau par la mise en place de nouveaux forages dans la nappe alluviale de la Vologne. La visite fait suite à une réunion entre les 2 papeteries du site industriel, LUCART SAS et les Papeteries des Vosges, et les services de l'État.

La réception du projet d'étude demandé dans le présent rapport sera suivie d'une nouvelle réunion de validation avec les services de l'État pour valider le contenu du projet d'étude.

La problématique de la ressource en eau étant commune aux Papeteries des Vosges et à LUCART SAS (chez qui une visite de contrôle similaire aura lieu), les deux industriels pourront mutualiser le montage de cette étude.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPETERIES DES VOSGES
- 34 rue Maurice Mougeot BP 26 88600 Laval-sur-Vologne
- Code AIOT : 0006206235
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Papeteries des Vosges (PDV) est implantée sur la commune de Laval-sur-Vologne et est spécialisée dans la fabrication de papiers bas grammage à partir de pâte à papier.

La papeterie est alimentée en eau par un canal d'amenée qui détourne une partie des eaux de la Vologne. De par ses dimensions, 6 m de large pour 1,5 m, le canal d'alimentation de la papeterie permet de dériver plus de 5 % du débit de la Vologne (QMNA5 = 1 526 l/s à Cheniménil), ce qui soumet ce prélèvement au régime de l'Autorisation vis-à-vis de la rubrique IOTA 1.2.1.0-1°.

Les activités de fabrication de papier de la société PDV sont fortement consommatrices d'eau. La société PDV prélève l'eau dans le canal usinier dérivant la Vologne et rejette ses effluents directement à la Vologne après passage au travers de la station d'épuration de la société adjacente LUCART. Au sein des machines à papier les eaux de process sont fortement recirculées et pour contenir la prolifération bactérienne due au temps de séjours et les températures élevées, des produits biocides sont utilisés.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- prélèvements et rejets d'eau dans la Vologne et sa nappe ;
- compatibilité des prélèvements avec le maintien de la vie dans la Vologne ;
- action régionale : " Gestion raisonnée de la ressource ".

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à le P Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Débit minimal garantissant la vie dans la Vologne	Code de l'environnement du 31/12/2006, article L. 214-18	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Débit instantané prélevable dans le cours d'eau	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 5	/	Sans objet
3	GEREP - Prélèvements d'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet
4	GEREP - Eaux rejetées	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats mettent en évidence une absence de données et de moyens techniques permettant de suivre le débit de la Vologne au droit du site. La valeur du débit minimum nécessaire au maintien de la vie, ou à défaut, la valeur " plancher " du dixième du module de la Vologne sont inconnus.

Il est demandé à l'exploitant de proposer un projet d'étude à l'inspection, projet dans lequel il analysera la compatibilité de ses prélèvements, en tenant compte de ceux de LUCART SAS, particulièrement en période d'étiage, avec le maintien de la vie dans la Vologne.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Débit instantané prélevable dans le cours d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 5
Thème(s) : Autre, Maintien de la vie dans le cours d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La prescription contrôlée est en lien avec le canal de prélèvement dans la Vologne et le classement (A) qu'il induit au regard de la rubrique IOTA 1.2.1.0. <i>« La ou les valeurs du débit instantané et du volume annuel maximum prélevables et les périodes de prélèvement sont déterminées en tenant compte des intérêts mentionnés à l'article L. 211-2 du code de l'environnement. Elles doivent en particulier :</i> <i>[...]</i> <i>- pour les prélèvements dans les eaux de surface : permettre le maintien en permanence de la vie, la circulation, la reproduction des espèces piscicoles qui peuplent le cours d'eau et ne pas porter atteinte aux milieux aquatiques et zones humides en relation avec le cours d'eau concerné par le prélèvement ;</i> <i>[...] ».</i>
Constats : L'exploitant ne dispose pas des données hydrologiques permettant de garantir que ses prélèvements sont en permanence compatibles avec le maintien de la vie dans la Vologne. Les suivis de débits de la Vologne auxquels l'exploitant a recours sont ceux de la station hydrométrique de Cheniménil, plusieurs kilomètres en aval hydraulique du site de la papeterie. Il est demandé à l'exploitant de proposer, à l'inspection des installations classées, sous 1 mois, une méthode d'estimation du débit de la Vologne au droit du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Débit minimal garantissant la vie dans la Vologne

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2006, article L. 214-18
Thème(s) : Autre, Détermination du DMB
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>I.-Tout ouvrage à construire dans le lit d'un cours d'eau doit comporter des dispositifs maintenant dans ce lit un débit minimal garantissant en permanence la vie [...]</p> <p>Ce débit minimal ne doit pas être inférieur au dixième du module du cours d'eau en aval immédiat ou au droit de l'ouvrage correspondant au débit moyen interannuel, évalué à partir des informations disponibles portant sur une période minimale de cinq années, ou au débit à l'amont immédiat de l'ouvrage, si celui-ci est inférieur.</p> <p>[...] Toutefois, pour les cours d'eau ou sections de cours d'eau présentant un fonctionnement atypique rendant non pertinente la fixation d'un débit minimal dans les conditions prévues ci-dessus, le débit minimal peut être fixé à une valeur inférieure.</p>
<p>Constats : L'exploitant ne connaît pas la valeur du module de la Vologne au droit de son site. En conséquence, il ne peut être statué sur le respect de la prescription.</p> <p>Afin de permettre une évaluation du module de la Vologne au droit du site, il est demandé à l'exploitant, de proposer à l'inspection des installations classées, sous un mois, un projet d'étude permettant de déterminer cette valeur ainsi que les moyens à mettre en œuvre pour suivre le débit de la Vologne au droit du site. L'étude devra :</p> <ul style="list-style-type: none">• reposer sur une collecte et une analyse des données existantes (études déjà menées, données historiques, données des stations hydrométriques amont et aval...);• permettre de quantifier l'impact des prélèvements dans la nappe d'accompagnement de la Vologne sur son débit en lit mineur ;• proposer des moyens qui permettront, outre la détermination du module, le suivi du débit de la Vologne en lit mineur et l'impact des prélèvements en nappe sur ce dernier (jaugeage, piézomètres, limnimètres ou équivalents) ;• inclure des mesures en hautes et basses eaux ;• une modélisation si nécessaire ;• une estimation du débit VCN3 correspondant à un étiage de période de retour vicennale ;• indiquer les incertitudes de mesure et de calcul.
Observations : Lors de la réunion du 30 janvier 2023 entre l'exploitant, son bureau d'étude et les services de l'État, l'existence de données hydrologiques issues de précédentes études sur le site a été évoquée par la DDT.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : GERE - Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Autre, Déclaration des prélèvements
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m ³ / an ; [...].
Constats : Les prélèvements sont bien déclarés sur GERE en 2021 (déclaration 2022 encore en cours). Le prélèvement annuel déclaré, de l'ordre de 500 000 m ³ sur l'année, est conforme au prélèvement autorisé (750 000 m ³ /an).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : GERE - Eaux rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Autre, Déclaration du volume des eaux résiduaires
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les données ci-après : [...] - les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m ³ / an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article.
Constats : Les volumes d'eau rejetée dans la STEP de LUCART SAS ont bien été déclarés. Cependant la valeur déclarée en 2021 (dernière en date) est erronée : 322 001 m ³ déclarés contre 402 529 m ³ réellement rejetés. L'exploitant explique cet écart par une erreur de saisie. Le volume déclaré sur GERE est celui qui a servi au calcul des émissions thermiques dans le milieu. En revanche les bons volumes rejetés ont été saisis sur Gidaf, soit 402 529 m ³ . Les montants corrects ayant été saisis sur Gidaf, l'inspection propose de ne pas donner de suites à cette erreur de saisie sur GERE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet